



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 24/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPETERIE DES CHATELLES SAS**

Route des Chatelles  
B.P. 9  
88110 RAON L ETAPE

Références : S-22-255RP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement PAPETERIE DES CHATELLES SAS implanté Route des Chatelles B.P. 9 88110 RAON L'ETAPE. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur la partie basse du site et la station d'épuration suite à la réception, par courriel en date du 18 janvier 2022, des diagnostics sols réalisés par la société TECHNIDEPOL.

La partie haute du site (lot de 3 bâtiments construits entre 1975 et 1986 dédiés au stockage de produits finis et à l'expédition) a fait l'objet d'un Procès Verbal de constat de travaux en date du 23 juillet 2018 (rapport de l'inspection référencé S-18-199R-HJ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPETERIE DES CHATELLES SAS
- Route des Chatelles B.P. 9 88110 RAON L'ETAPE
- Code AIOT dans GUN : 0006202418
- Régime : Autorisation, en cessation d'activité

La société PAPETERIE DES CHATELLES était autorisée à produire 160 t/j de papier par arrêté préfectoral n° 1752/2003 du 30 juin 2003 modifié.

Par jugement du Tribunal de Commerce d'EPINAL du 20 mars 2015, la liquidation de la société a été prononcée. Maître VOINOT a été désigné liquidateur sur ce dossier et devient à ce titre, représentant de l'ancien exploitant.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la mise en sécurité du site ;
- la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu de l'usage futur de type industriel.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	/	Mise en demeure, déchets
Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-39-3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-39-3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de cette visite permettent de mettre en évidence une dégradation de la mise en sécurité du site par rapport à la précédente visite du 07 juin 2018 : présence de déchets et défaut de limitation d'accès au site.

Compte tenu des résultats de l'évaluation environnementale des sols, des investigations complémentaires sont nécessaires sur les sols et les eaux souterraines.

Puis un plan de gestion des pollutions confirmées devra être réalisé.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que depuis la dernière visite du site en 2018, la situation s'est dégradée (cf. planche photographique en annexe 1 du présent rapport) : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de déchets de matériaux de construction, pouvant entraîner l'envol de billes de polystyrène et de plastiques ;</li><li>- présence de déchets divers : appareils électro-ménagers, vaisselle, meubles... ;</li><li>- présence de pneus usagés ;</li><li>- présence de véhicules plus ou moins hors d'usage.</li></ul> Il est demandé au liquidateur d'évacuer les déchets en lien avec l'occupant de la partie haute du site, responsable en partie de la présence des divers matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets

**Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
<b>Constats :</b> L'inspection constate que depuis la dernière visite du site en 2018, la situation s'est dégradée : <ul style="list-style-type: none"><li>- au cours de la visite, plusieurs véhicules ont traversé le site, apparemment en lien avec les activités de la société propriétaire de la partie haute du site ;</li><li>- l'ensemble des bâtiments est accessible pouvant entraîner des chutes de personnes dans des fosses ou l'éboulement de constructions instables.</li></ul> Il est demandé au liquidateur de limiter les accès au site en lien avec l'occupant de la partie haute du site et de baliser les zones dangereuses (emplacement de la machine à papier et diverses fosses) afin d'éviter tout risque de chute de personnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques liés aux sols
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p>
<p><b>Constats :</b> La société TECHNIDEPOL a réalisé deux rapports techniques de l'évaluation environnementale des sols : le premier au niveau de la station dépuración et chaufferie et le second au niveau de l'usine, bureaux et ancienne chaufferie.</p> <p>1) <u>Station dépuración et chaufferie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 4 sondages du sol ont été réalisés au niveau des secteurs potentiellement polluants au droit du site ;</li><li>- 8 échantillons de sol ont fait l'objet d'analyses des paramètres métaux, hydrocarbures totaux (HCT), hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), composants aromatiques (CAV - BTEX) et hydrocarbures halogènes volatils (COHV) ;</li><li>- les terres analysées sont chimiquement inertes et aucune pollution n'a été détectée.</li></ul> <p>2) <u>Usine, bureaux et ancienne chaufferie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 18 sondages du sol ont été réalisés au niveau des secteurs potentiellement polluants au droit du site ;</li><li>- 26 échantillons de sol ont fait l'objet d'analyses des paramètres métaux, hydrocarbures totaux (HCT), hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), composants aromatiques (CAV - BTEX) et hydrocarbures halogènes volatils (COHV); et PCB uniquement au droit du poste de transformation ;</li><li>- aucune pollution n'est détectée pour les paramètres HAP, CAV-BTEX, COHV et PCB sur les terres analysées ;</li><li>- une valeur de 1 670 mg/kg en HCT est mise en évidence sur le sondage S1 (fosse machine à papier 1) ;</li><li>- des anomalies naturelles modérées et fortes en métaux (arsenic, cuivre, plomb et mercure) sont détectées sur une grande majorité des échantillons.</li></ul> <p>Lors de la visite, il a été convenu de réaliser les investigations complémentaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- déterminer le volume de la pollution aux hydrocarbures au niveau du sondage S1 ;</li><li>- réaliser des tests de lixiviation avec analyse des métaux sur l'éluat afin de vérifier si les sols sont chimiquement inertes au niveau de tous les sondages présentant un état de pollution potentielle ;</li><li>- proposer un plan de gestion des pollutions confirmées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques liés aux eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liées aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> A ce jour aucun diagnostic des eaux souterraines et superficielles n'a été réalisé. <p>Compte tenu de la présence de métaux et d'hydrocarbures mise en évidence sur les sondages sols réalisés au niveau de l'usine et de la chaufferie, une surveillance des eaux souterraines doit être réalisée.</p> <p>Lors de la visite, il a été convenu :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'implantation de 3 piézomètres en aval hydraulique des sondages de sols pollués. Sur ces ouvrages, deux campagnes de prélèvement (en basses eaux et hautes eaux) seront réalisées afin d'analyser les paramètres métaux et Hydrocarbures (C10-C40). Un compte rendu de ces investigations sera adressé à l'Inspection ;</li><li>- si un impact des eaux souterraines est mis en évidence, un suivi quadriennal sera imposé.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription